

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 24 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 48

Nombre de votants : 59

Nombre d'absents excusés : 4

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC **Beaumes-de-Venise** : absent excusé et pouvoir **Beaumont-du-Ventoux** : Bernard CHARRASSE **Bédoin** : Nathalie REYNARD **Caromb** : Léopold MEYNAUD **Carpentras** : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse **Crillon le Brave** : Guy GIRARD **Flassan** : Michel JOUVE **Gigondas** : pouvoir **Lafare** : Jean-Paul ANRES **La Roque Alric** : pouvoir **La Roque sur Pernes** : Joseph BERNHARDT **Le Barroux** : Bernard MONNET **Le Beaucet** : François ILLE **Loriol du Comtat** : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO **Malacène** : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse **Mazan** : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET **Modène** : Christian RIPERT **Saint Didier** : Gilles VÊVE – Michèle PLANTADIS **Saint Pierre de Vassols** : Ghislain GRICOURT **Saint Hippolyte le Graveyron** : André AIELLO **Sarrians** : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ **Suzette** : absent excusé **Vaqueyras** : Jean-Marie GRAVIER **Venasque** : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°66-15

Direction des ressources et moyens – Service des ressources humaines

Objet : Rapport annuel sur l'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°66-15

Direction des ressources et moyens – Service des ressources humaines

Objet : Rapport annuel sur l'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail, notamment ses articles L323-2, L323-5 et L5212-13,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 35 bis,

Vu l'avis du comité technique de la CoVe du 2 avril 2015,

Entendu le rapport du Président,

Article unique : PREND ACTE de la présentation du rapport annuel 2014 sur l'emploi de travailleurs handicapés, mutilés de guerre ou assimilés dans l'établissement public.

Transmis en Préfecture le : **24 AVR. 2015**

Publication par affichage le : **24 AVR. 2015**

Exécutoire le : **24 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 24/04/2015

**COMITE TECHNIQUE
(C.T.)
Séance du 2 avril 2015**

RAPPORT DE PRESENTATION N°6:

RAPPORT ANNUEL SUR L'OBLIGATION D'EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES ET ASSIMILES.

L'article 35 bis de la loi n°84-53 portant dispositions statutaires dispose que le rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (article L323-2 du code du travail) est présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique.

En effet, les collectivités et établissements publics dont l'effectif est supérieur ou égal à 20 équivalents temps plein doit comporter au moins 6% d'agents reconnus travailleurs handicapés et assimilés au sens du code du travail. Dans le cas contraire, les employeurs sont soumis au paiement d'une contribution annuelle au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). L'obligation légale est alors réputée respectée.

1. La liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (articles L5212-13 et L323-5 du code du travail)

- les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH (Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées) ou titulaires d'une carte d'invalidité ;
- Les titulaires d'une pension d'invalidité dont la capacité de travail ou de gain est réduite d'au moins deux tiers, ainsi que les titulaires d'une pension militaire d'invalidité ;
- les agents affectés sur des emplois réservés (par exemple : victimes d'un acte terroriste, sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service) ;
- Dans certains cas très précis et limitatifs : les conjoints, partenaires de PACS, concubins et enfants des bénéficiaires d'emplois réservés cités ci-dessus ;
- Les bénéficiaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- Les agents reclassés selon les dispositions des articles 81 à 85 de la loi n° 84-53 et leurs décrets d'application, ainsi que ceux ayant bénéficié d'un changement d'affectation, en application du décret n°85-1054

2. Le taux d'emploi

Le taux d'emploi direct est déterminé sur la base des effectifs (tous types d'emplois confondus) présents au 1^{er} janvier de l'année écoulée, convertis en équivalents temps plein (en revanche, un bénéficiaire de la loi vaut une unité). Il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Nombre de bénéficiaires de la loi} / \text{Effectif total} \times 100$$

Le nombre initial d'unités manquantes correspond au nombre de bénéficiaires de la loi manquant au sein de l'effectif. Il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Nombre légal de bénéficiaires de la loi} - \text{Nombre de bénéficiaires rémunérés}$$

Ce nombre peut être réduit par la conversion de certaines dépenses en unités déductibles, dans la limite de 50% de l'obligation d'emploi. Ces dépenses concernent :

- la sous-traitance : les contrats passés avec les entreprises adaptées (EA) et les établissements

ou services d'aide par le travail (Esat) peuvent permettre de remplir l'obligation d'emploi dans la limite de 50% ;

- les dépenses d'insertion professionnelle, dans la limite de 10% de l'obligation d'emploi : aménagement de postes de travail, mise en place de transports adaptés...
- les dépenses pour accueillir un agent lourdement handicapé, dès lors qu'elles dépassent un certain plafond ;
- les dépenses affectées au maintien dans l'emploi d'agents reconnus inaptes mais n'appartenant pas à l'une des catégories de bénéficiaires de la loi.

La conversion du montant des dépenses en unités déductibles s'effectue de la manière suivante :

Montant des dépenses déductibles de l'année écoulée / Montant du traitement annuel brut minimum de la fonction publique au 31 décembre de l'année écoulée

Le taux d'emploi légal est enfin calculé de la façon suivante :

(Nombre de bénéficiaires de la loi + Nombre d'unités déductibles) / Effectif total X 100

3. La contribution

Si le taux d'emploi légal est inférieur à 6%, la collectivité est soumise au paiement d'une contribution annuelle au FIPHFP, déterminée selon le nombre d'unités manquantes (arrondie à l'unité inférieure) et selon l'effectif de la collectivité employeur. Le calcul est le suivant :

Unités manquantes x N x SMIC au 31 décembre de l'année écoulée

où N = 400 pour les effectifs compris entre 20 et 199

500 pour ceux compris entre 200 et 749

600 pour ceux supérieurs ou égaux à 750

L'article 98 de la loi 2005-102 prévoit une réduction de la contribution des employeurs consacrant des dépenses à la rémunération des personnels affectés à des missions d'aide à l'accueil, à l'intégration et à l'accompagnement des élèves ou étudiants handicapés au sein des écoles, des établissements scolaires et des établissements d'enseignement supérieur.

4. Le taux d'emploi légal de la CoVe

Année de versement de la contribution (l'effectif pris en compte est celui du 1 ^{er} janvier de l'année précédente)	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de travailleurs bénéficiant d'une reconnaissance de travailleur handicapé par la COTOREP ou la CDAPH	5	6	7	9	10
Bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)	5	5	4	4	4
Agents reclassés ou ayant bénéficié d'un changement d'affectation	2	1	2	2	3
Total des bénéficiaires de la loi	12	12	13	15	17
Nombre d'agents nécessaire à l'atteinte du taux légal	15	15	15	15	15
Unités manquantes	3	3	2	0	0
Unités déductibles	0,08	0,07	0,10	0,06	0,00

Taux d'emploi légal à la CoVe	4,72 %	4,66 %	5,02 %	5,77 %	6,75 %
Contribution au FIPHFP	12.952,10 €	13.469,31 €	8.937,02 €	0 €	0 €

La CoVe atteint le taux légal d'emploi d'agents reconnus travailleurs handicapés et assimilés pour la deuxième année consécutive (5,77% arrondis à 6 % en 2014, 6,75 % en 2015). Elle ne sera donc pas soumise au versement de la contribution au FIPHFP.

Depuis 4 ans, on note à la fois une augmentation du nombre de bénéficiaires de la loi et du taux d'emploi. Pour 2015, outre les 15 bénéficiaires pris en compte dans la déclaration 2014, 2 agents ont été ajoutés :

- un premier, recruté à la CoVe en 2005, a obtenu une reconnaissance de travailleur handicapé ;
- un second, a bénéficié d'un changement d'affectation, suite à un accident de service.

Cela ne présume pas de la situation dans les années à venir. Les facteurs de variation ci-dessous continueront d'intervenir :

- certains agents bénéficiaires de la loi sont susceptibles de sortir de l'effectif (par retraite, mutation,...) ;
- de façon structurelle, la CoVe compte un grand nombre d'emplois (services techniques, crèches) peu compatibles avec les handicaps les plus courants (problèmes de dos, genoux, épaules...) et pour lesquels un aménagement de poste, un changement d'affectation ou un reclassement sont difficiles à mettre en œuvre ;
- les bénéficiaires de la loi ne sont pas nécessairement connus, les agents bénéficiant d'une reconnaissance par la CDAPH, par exemple, n'ayant aucune obligation de se déclarer et étant souvent réticents à le faire, même lorsqu'ils sont en poste.

La démarche d'information des agents, initiée il y a quelques années, est maintenue. Ainsi, les courriers de recrutement produits par le service des ressources humaines invitent systématiquement les agents à transmettre, le cas échéant, le document attestant de leur situation, en précisant bien qu'ils sont libres de cette communication.

Il convient d'observer que les candidats au recrutement, de façon générale, ne signalent pas qu'ils sont bénéficiaires de la loi. Il est donc difficile d'avancer sur cette base.

Bien que les contrats Emplois d'Avenir ne soient pas pris en compte dans le calcul de l'obligation d'emploi, la CoVe travaille ponctuellement avec Cap'emploi (structure qui a pour objet de favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés) pour de tels contrats, aussi bien pour le recrutement que pour le suivi des agents concernés.

Cependant, la préoccupation du maintien dans l'emploi reste la plus sensible pour les employeurs publics, confrontés à la nécessité de trouver des solutions de reclassement pour des agents devenus inaptes à leur poste ou à leurs fonctions. La CoVe déploie un effort particulier dans ce domaine, en mobilisant les outils de la gestion de l'emploi et des compétences, les ressources de sa Cellule de prévention des risques professionnels et celles de l'Assistant social du personnel.